

Fermer

LA VERSION BÊTA DU PORTAIL EST DISPONIBLE!

Consultez la **version bêta** du portail européen e-Justice et faites-nous part de votre expérience!



europa.eu



Outils d'accessibilité

- [Accueil](#)
- [Menu](#)
- [Aller au contenu](#)
- [Se connecter](#)

Outils du site

- [Cookies](#)
- [Avis juridique](#)
- [Communication sur le Brexit](#)
- [RSS](#)
- [Vos commentaires](#)
- [Plan du site](#)

Sélecteur de langues

- [bg](#)
- [es](#)
- [cs](#)
- [da](#)
- [de](#)
- [et](#)
- [el](#)

- [en](#)
- Current language: fr
- [hr](#)
- [it](#)
- [lv](#)
- [lt](#)
- [hu](#)
- [mt](#)
- [nl](#)
- [pl](#)
- [pt](#)
- [ro](#)
- [sk](#)
- [sl](#)
- [fi](#)
- [sv](#)

Rechercher 

» [Recherche avancée](#)

|

Chemin de navigation

- [Accueil](#)
- [Atlas judiciaire européen en matière civile](#)
- [Injonction de payer européenne](#)

[menu starting dummy link](#)

Page navigation

- [Incidences de la pandémie de COVID-19 sur la justice](#)
- [Droit](#)

- Informations générales sur le droit de l'UE, le droit national des États membres et le droit international

[Droit](#)

- [Droit de l'UE](#)

- Droit des États membres
 - Droit international
 - Publication d'annonces officielles
 - Base de données sur le droit de la consommation
 - Directive relative à l'indication des prix (98/6)
 - Texte de la directive
 - Directive sur la vente et les garanties des biens de consommation (1999/44)
 - Texte de la directive
 - Directive sur les pratiques commerciales déloyales (2005/29)
 - Texte de la directive
 - Directive en matière de publicité trompeuse et de publicité comparative (2006/11)
 - Texte de la directive
 - Directive sur la multipropriété (2008/122)
 - Texte de la directive
 - Directive relative aux actions en cessation (2009/22)
 - Texte de la directive
 - Directive relative aux droits des consommateurs (2011/83)
 - Texte de la directive
 - Protéger les consommateurs des clauses contractuelles abusives (93/13)
 - Texte de la directive
 - Voyages à forfait (2015/2302)
 - Texte de la directive
 - Actes abrogés
 - Directive sur le démarchage à domicile (85/577)
 - -
 - Texte de la directive
 - Directive sur les voyages à forfait (90/314)
 - Texte de la directive
 - Directive sur la multipropriété (94/47)
 - Texte de la directive
 - Directive sur la vente à distance (97/7)
 - Texte de la directive
 - Systèmes de contrôle de l'application
- Jurisprudence

- Informations générales sur la jurisprudence de l'UE et la jurisprudence des États membres

Jurisprudence

- [Jurisprudence de l'UE](#)
- [Identifiant européen de la jurisprudence \(ECLI\)](#)
- [Moteur de recherche ECLI](#)
- [Jurisprudence des États membres](#)
- [Jurisprudence internationale](#)
- [Systèmes judiciaires](#)

- Informations générales sur l'organisation de la justice au niveau de l'UE et dans les États membres

Systèmes judiciaires

- [Juridictions de l'UE](#)
- [Organisation de la justice dans les États membres](#)
 - [Juridictions de droit commun](#)
 - [Juridictions spécialisées](#)
- [Professions juridiques et réseaux judiciaires](#)

- Informations générales sur les professions juridiques et leur organisation au niveau de l'UE et dans les États membres, ainsi que sur divers réseaux judiciaires

Professions juridiques et réseaux judiciaires

- [RJE en matière pénale](#)
- [Eurojust](#)
- [Institut européen du droit](#)
- [Professions juridiques](#)
- [EuroPris](#)
- [Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale](#)

- Informations sur le Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale

Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale

- Au sujet du réseau
- Citoyens
- Juges et autres autorités judiciaires
- Agenda/actualité
- Publications du RJE
- Informations sur le droit national (fiches d'information)
- Section pour les membres
- Liens
- Action en justice

- Conseils et informations sur les procédures judiciaires transfrontalières: de l'ouverture de la procédure à l'exécution de la décision

Action en justice

- Dans quel État membre?
- Comment procéder?
- Quel est le droit applicable?
- Aide juridictionnelle
- Frais de procédures
- Intérêt légal
- Droits fondamentaux
 - Outil interactif relatif aux droits fondamentaux
 - Glossaire
- Créances pécuniaires
 - Procédures d'injonction de payer
 - Frais de justice applicables à la procédure européenne d'injonction de payer
 - Petits litiges
 - Frais de justice applicables à la procédure de règlement des petits litiges
 - Insolvabilité
- Droit de la famille
 - Divorce
 - Responsabilité parentale
 - Enlèvement d'un enfant par l'un de ses parents

- Créances alimentaires
 - Déplacement licite de l'enfant
 - Régimes matrimoniaux
 - Effets patrimoniaux des partenariats enregistrés
 - Placement transfrontière d'un enfant, y compris en famille d'accueil
- Exécution des décisions de justice
 - Procédures d'exécution d'une décision de justice
 - Les ventes judiciaires
 - Titre exécutoire européen
- Aide juridictionnelle
- Médiation

- Informations générales sur la médiation au niveau de l'UE et dans les États membres

Médiation

- Médiation dans l'UE
 - Médiation dans les États membres
 - Médiation familiale transfrontière
 - Grands principes et étapes de la médiation
 - Particularités de la médiation transfrontière
 - Coûts de la médiation transfrontière
 - Cadre juridique de la médiation transfrontière
- Successions

- Informations sur les successions

Successions

- Informations générales
 - Adaptation des droits réels
 - Restrictions sur les successions — règles spéciales
- Victimes de la criminalité

- Informations générales sur les droits des victimes

Victimes de la criminalité

- Victimes de la criminalité dans les procédures pénales
- Indemnisation
 - Si ma demande doit être examinée dans ce pays
 - Si ma demande doit être expédiée de ce pays vers un autre pays de l'UE
 - Si ma demande (dans un autre pays de l'UE) doit être examinée dans ce pays
 - Réclamer des dommages-intérêts à l'auteur de l'infraction
- Droits des victimes dans les procédures pénales
- Reconnaissance mutuelle des mesures de protection
- Droits des accusés dans une procédure pénale
- Outils d'aide pour les juridictions et les praticiens du droit

- Informations sur les outils d'aide destinés à faciliter le travail des juridictions et des praticiens du droit au niveau de l'UE et dans les États membres

Outils d'aide pour les juridictions et les praticiens du droit

- Informations générales
 - Généralités sur la visioconférence
 - Manuel
 - Obtention de preuves par vidéoconférence
 - Informations sur les installations de visioconférence nationales
- Coopération en matière civile
 - Obtention des preuves
 - Signification et notification des actes
 - Mesures provisoires et conservatoires
 - Délais de procédure
 - Traitement automatique
 - Procédures d'exécution d'une décision de justice
 - Titre exécutoire européen
 - Petits litiges
 - Insolvabilité
 - Mesures de protection en matière civile
 - Procédures d'injonction de payer
 - Compétence juridictionnelle
- Coopération en matière pénale
 - Mandat d'arrêt européen

- Demande d'entraide judiciaire
 - Décision d'enquête européenne, entraide judiciaire et équipes communes d'enquête
 - Gel des avoirs et des preuves
 - Confiscation
 - Prise en compte des condamnations antérieures
 -
 - Détention et transfert de prisonniers
 - Décision de protection européenne
 - Paiement d'amendes
 - Compétence juridictionnelle
 - Atlas judiciaire européen en matière pénale
- Registres
 - Informations générales sur les répertoires d'entreprises, les registres fonciers et les registres d'insolvabilité au niveau de l'UE et dans les États membres

Registres

- Répertoires d'entreprises
 - Répertoires d'entreprises au niveau européen
 - Répertoire d'entreprises dans les États membres
 - Registres fonciers
 - Registres fonciers au niveau européen
 - Registres fonciers dans les États membres
 - Registres d'insolvabilité
 - Recherche dans le réseau des registres d'insolvabilité
- Trouver un...
 - Conseils pour trouver un avocat, un notaire, un traducteur/interprète juridique ou un médiateur

Trouver un...

- Trouver une entreprise
- Trouver un avocat
- Trouver un notaire
- Trouver un traducteur ou un interprète juridique
- Trouver un médiateur

- Trouver un expert
 - Trouver un expert en criminalistique
 - Glossaires et terminologie
 - Formation judiciaire européenne
- Informations générales sur la formation au droit de l'UE pour professionnels de la justice au niveau de l'UE et dans les États membres

Formation judiciaire européenne

- La politique de formation judiciaire européenne
 - Réseaux et établissements de formation européens
 - La formation des professionnels de la justice au niveau national
 - Les structures nationales de formation pour la magistrature
 - Systèmes de formation du personnel judiciaire dans les États membres
 - Les systèmes de formation des avocats dans les États membres
 - Plateforme européenne de formation
 - Methodologie de formation
 - Bonnes pratiques en matière de formation
 - Formulaires dynamiques
- Formulaires en ligne simples d'utilisation contenus dans la législation en matière civile et commerciale

Formulaire dynamiques

- Formulaire d'injonction de payer européenne
- Formulaire portant sur les petits litiges
- Formulaire relatifs à l'indemnisation des victimes de la criminalité
- Formulaire relatifs au titre exécutoire européen
- Formulaire relatifs aux décisions en matière civile et commerciale
- Formulaire d'aide judiciaire
- Formulaire relatifs aux matières matrimoniale et de responsabilité parentale

- Formulaire relatifs aux obligations alimentaires
- Formulaire relatifs à la signification et à la notification d'actes
- Formulaire relatifs aux éléments de preuves en matière civile ou commerciale
- Formulaire d'ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaire
- Certificat successoral européen
- Documents publics
- Formulaire relatifs à la reconnaissance mutuelle des mesures de protection
- Accès à la justice dans le domaine environnemental
- Atlas judiciaire européen en matière civile

- Cet Atlas vous permettra d'accéder facilement à de l'information concrète importante pour la coopération judiciaire en matière civile.

Atlas judiciaire européen en matière civile

- Règlement Bruxelles I (refonte)
- Décisions en matière civile et commerciale - Règlement Bruxelles I
- Reconnaissance mutuelle des mesures de protection en matière civile
- Loi applicable au divorce et à la séparation de corps
- Médiation
- Petits litiges
- Injonction de payer européenne
- Obligations alimentaires
- Titre exécutoire européen
- Affaires matrimoniales et responsabilité parentale
- Questions relatives aux régimes matrimoniaux
- Questions relatives aux effets patrimoniaux des partenariats enregistrés
- Signification et notification d'actes
- Aide judiciaire
- Obtention des preuves
- Successions
- Ordonnance européenne de saisie conservatoire des comptes bancaires
- Indemnisation des victimes de la criminalité
- Documents publics

menu ending dummy link

-  BE
-  BG
-  CZ
-  DK
-  DE
-  EE
-  IE
-  EL
-  ES
-  FR
-  HR
-  IT
-  CY
-  LV
-  LT
-  LU
-  HU
-  MT
-  NL
-  AT
-  PL
-  PT
-  RO
-  SI
-  SK
-  FI
-  SE
-  UK

- Angleterre et Pays de Galles
- Irlande du Nord
- Ecosse
- Gibraltar
- Angleterre et Pays de GallesIrlande du NordEcosseGibraltar



Fournit des informations au niveau national et des formulaires en ligne concernant le règlement n° 1896/2006

Informations générales

Le [règlement \(CE\) n° 1896/2006](#) du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 instituant une procédure européenne d'injonction de payer permet aux créanciers de recouvrer leurs créances incontestées en matière civile et commerciale au moyen d'une procédure uniforme fondée sur l'utilisation de formulaires types.

Ce règlement s'applique entre tous les États membres de l'Union européenne, à l'exception du Danemark.

La procédure n'impose pas aux parties de se présenter devant la cour. Le demandeur doit simplement présenter sa demande. La procédure suit ensuite son cours, sans nécessiter d'autres formalités ou interventions de la part du demandeur.

Le règlement prévoit sept [formulaires](#) types.

Le portail européen e-Justice vous informe sur l'application du règlement et propose un outil convivial pour remplir les formulaires.

Veillez cliquer sur le drapeau du pays concerné pour obtenir de plus amples informations.

Lien connexe

[ATLAS judiciaire européen: site web ARCHIVÉ \(fermé le 30 septembre 2017\)](#)

TROUVER LES JURIDICTIONS/AUTORITÉS COMPÉTENTES

L'outil de recherche ci-dessous vous aidera à identifier les juridictions ou les autorités compétentes pour un instrument juridique européen donné. Remarque: malgré le souci apporté à l'exactitude des résultats, il est possible que certains cas de détermination des compétences ne soient pas couverts.

Pays:


Instrument: Procédures transfrontières européennes – Injonction de payer européenne

Lancer

Effacer

Cette page est gérée par la Commission européenne. Les informations qui y figurent ne reflètent pas nécessairement la position officielle de la Commission européenne. Celle-ci décline toute responsabilité vis-à-vis des informations ou des données contenues ou auxquelles il est fait référence dans le présent document. Veuillez consulter l'avis juridique pour connaître les règles de droits d'auteur applicables aux pages européennes.

Dernière mise à jour: 07/10/2020

-  BE
-  BG
-  CZ
-  DK
-  DE
-  EE
-  IE
-  EL
-  ES
-  FR
-  HR
-  IT
-  CY
-  LV
-  LT
-  LU
-  HU
-  MT
-  NL
-  AT
-  PL
-  PT
-  RO
-  SI
-  SK
-  FI
-  SE
-  UK

- Angleterre et Pays de Galles
- Irlande du Nord
- Ecosse
- Gibraltar
- Angleterre et Pays de Galles
- Irlande du Nord
- Ecosse

• [Gibraltar](#)

- [Cookies](#)
- [Avis juridique](#)
- [Communication sur le Brexit](#)
- [RSS](#)
- [Vos commentaires](#)
- [Plan du site](#)
- [Haut](#)